



Assassinats, destructions, pogroms, l'Etat israélien doit être sanctionné !

En moins d'une semaine, 15 Palestiniens ont été tués, 3 villages palestiniens ont été soumis à un pogrom par l'armée israélienne et les colons israéliens encouragés par le gouvernement israélien.

Faut-il en être surpris ?

Commencée dans la terreur et les bains de sang, la vie de l'Etat d'Israël se construit au fil des exactions des milices sionistes devenues après 1948 l'armée israélienne.

Alors que le sang et les larmes coulent à nouveau en Palestine, on oublie que sous le mandat britannique déjà, ce sont des centaines d'attentats à la bombe et des massacres de civils que les mouvements sionistes ont menés pour chasser les Palestiniens mais aussi l'administrateur britannique et les juifs « non coopérants ».

Car le but du mouvement sioniste n'a pas varié depuis la fin du XIXème siècle ; annexer le plus de terres avec le moins de Palestiniens possible. Et pour cela, tous les moyens sont bons.

Avec les « Accords d'Oslo » et le partage de la Cisjordanie en 3 zones, Israël s'est attribué le contrôle de 80% de la Palestine mandataire et a installé plus de 710 000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Mais cela ne lui suffit pas. Son objectif vital reste l'appropriation de tout le territoire de la Mer au Jourdain et en chasser les autochtones palestiniens.

L'alliance Netanyahu, Ben Gvir, Smotrich, trois dirigeants d'extrême-droite décomplexée, lui permet aujourd'hui d'avancer dans la concrétisation de ce plan. Quartier libre est donné à la colonisation, aux colons et à l'armée, de terroriser les habitants palestiniens pour les contraindre à partir. Incursion dans les villes, les villages et les camps de réfugiés, permis de tuer, vols des cheptels, destructions des cultures, pogroms ... tout est autorisé, encouragé et couvert par le gouvernement.

Et pourquoi se priver puisque l'Etat d'Israël bénéficie d'un statut privilégié ? Pas de sanction, pas d'avoir gelé, pas de rupture des relations économiques ni diplomatiques, pas d'arrêt de livraison d'armes. Au contraire, Israël est quasi membre à part entière de l'Union européenne et participe à toutes les grandes réunions internationales dans lesquelles il se voit au mieux reprocher la « disproportionnalité de sa riposte » mais toujours après qu'ait été justifié le droit à se défendre et à assurer sa sécurité.

Comment s'étonner dès lors que des jeunes Palestiniens, qui n'ont connu que l'occupation, les checkpoints, les contrôles humiliants, l'enfermement, décident de s'en prendre à ceux qui volent leurs terres, leurs maisons, leur vie ?

Alors que la France vient de décider d'honorer le résistant Missiak Manouchian, pourquoi n'a-t-elle pas un mot pour les résistants palestiniens dont le combat contre l'occupant israélien n'est pas moins juste ni glorieux ?

Ne pas arrêter aujourd'hui le bras de l'Etat israélien, c'est aller vers une nouvelle catastrophe pour le peuple palestinien qui n'a déjà payé qu'un trop lourd tribut à l'impérialisme occidental.

Plus que jamais, les Palestiniens revendiquent le droit à la dignité, droit qui englobe tous les autres. Ni les armes lourdes, ni les coups politiques tordus, ni la fausse bienveillance occidentale, ne peuvent répondre à cette exigence. L'égalité des droits sinon rien. Et les Palestiniens sont bien décidés à l'obtenir par leur résistance, toutes les formes de résistance.

Nous ne pouvons faire moins que les soutenir et appeler à des sanctions contre l'Etat d'Israël.